

REUNION PUBLIQUE avec Philippe POUTOU

CANDIDAT du NPA à l'ELECTION PRESIDENTIELLE

**vendredi 27 MAI 18 h Salle n° 1 de la Ferme Fould à
TARBES**

Face aux provocations d'un gouvernement aux abois

Continuons pour le retrait de la loi El Khomri.

Le débat parlementaire sur la loi travail a commencé mardi 3 mai. 5000 amendements ont été déposés, ce qui obligera soit à discuter très longtemps, soit le gouvernement à imposer sa loi de force par l'utilisation de l'article 49-3. Les médias disent qu'il manque 40 voix au gouvernement pour faire passer sa loi. Hollande et Valls sont au plus bas dans les sondages. Tout cela montre la faiblesse politique du gouvernement.

La violence est du côté du gouvernement et de la police

On comprend mieux, dès lors, pourquoi il utilise la violence à grande échelle pour tenter d'arrêter le mouvement. Le 28 avril comme le 1^{er} Mai, ce sont bien Valls et Cazeneuve qui sont responsables des violences qui ont pu avoir lieu en marge des manifestations. C'est bien le comportement des préfets et de la police qui les a provoquées. Qui donne l'ordre aux CRS d'être en permanence au contact des manifestants ? Qui envoie ses flics en civils, provoquer et casser dans les manifs ? Le Ministre de l'Intérieur bien évidemment. Une cinquantaine de lycéens ont même été convoqués par la Sûreté et mis en garde à vue dans le 92 ce lundi 2 mai !

La droite et l'extrême droite vont encore plus loin, en réclamant l'interdiction des manifestations et de Nuit debout. Le FN demande en prime la dissolution des « *groupes d'extrême gauche* ».

Tous ces gens, défenseurs des riches et du Medef, des banques, ont peur. Ils voient bien que le mouvement qui s'est levé rejette leur système injuste et inhumain où une poignée de privilégiés s'enrichissent sans limite au détriment de la majorité de la population.

La légitimité est de notre côté

Ils ont peur, provoquent et répriment parce qu'ils savent fort bien que leur politique ne sert pas les intérêts de la population mais celle des banques et des multinationales. Ils savent bien que leur cinéma sur la reprise, c'est du bidon : le chômage ne recule pas, c'est le nombre de chômeurs indemnisés qui recule tandis que le nombre de précaires augmente, lui !

Ils savent que si « ça va mieux » comme le prétend Hollande, ce n'est que pour les profits et les salaires des patrons mais pas pour les salariés, pas pour les jeunes. C'est pourquoi leur politique d'intimidation ne doit pas nous faire reculer bien au contraire. D'une certaine façon, gouvernement, droite et FN sont en train de convaincre largement que la légitimité des revendications du mouvement est totale. Oui, il faut imposer le retrait de la loi El Khomri, il faut commencer à imposer un autre rapport de force.

Si nous nous rassemblons, nous aurons la force de gagner

Pour obtenir la victoire, il est nécessaire que tous les salariés arrêtent de travailler au même moment, pas une seule mais plusieurs journées de suite, que le pays et la production s'arrêtent ! Cela montrerait que le pouvoir de tous les nantis ne vient que de notre travail ! Faisons en sorte que la confiance change de camp !

Voilà ce qui trotte dans la tête de nombreux salariés, dans la tête de tous ceux qui se sont mobilisés contre la fermeture de leur entreprise, contre des licenciements ou contre les suppressions de postes dans la fonction publique. Souvent nous nous sommes battus isolés les uns des autres et souvent nous avons connu des défaites. Aujourd'hui nous voyons enfin la possibilité de regrouper nos forces et de mettre un coup d'arrêt au gouvernement et au patronat.

Nous savons que pour contraindre le gouvernement à céder, nous ne pourrions pas nous contenter des journées de grève isolées. Nous avons besoin de construire un mouvement d'ensemble qui paralyse l'économie, une grève générale.

Les cheminots, pas plus que l'ensemble des salariés et les jeunes n'ont dit leur dernier mot. Nous pouvons gagner, soyons confiants dans nos propres forces.

Salariés, jeunes, privés d'emploi et retraités, tous ensemble !